Appel des organisations de retraités et retraitées de Loire-Atlantique

Jeudi 28 septembre 2017 : mobilisation des retraités et retraitées

Parce qu'une fois de plus le chef de l'Etat et le gouvernement s'attaquent à notre pouvoir d'achat, aux services médicaux et sociaux, neuf organisations appellent les retraité-e-s à se mobiliser.

Haro sur le pouvoir d'achat des retraités

Le gouvernement annonce une **baisse des pensions de 8 millions de retraité-e-s** en augmentant de 1,7 point leur CSG, sans aucune compensation.

La CSG passera de 6,6 % à 8,3 % soit une augmentation de 25 %. **Ce qui représente une perte de :**
- 204 € par an pour une pension de 1 200 € brut par mois,
- 306 € par an pour une pension de 1 500 € brut par mois,
- 408 € par an pour une pension de 2 000 € brut par mois.

Selon le gouvernement, il s'agit d'un « *effort pour les jeunes générations* ». **Les retraité-e-s n'ont pas attendu pour faire preuve de solidarité et une nouvelle baisse de leur pouvoir d'achat réduira l'aide qu'ils apportent déjà aux jeunes générations.**

Cette augmentation de CSG s'ajoute à une liste déjà longue d'attaques, avec la CASA de 0,3 %, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les veuves et veufs, la fiscalisation de la majoration familiale et le blocage des pensions depuis plus de 4 ans. Et maintenant l'annonce de la **réduction de 5 € par mois de l'APL** (Aide Personnalisée au Logement) qui visera notamment les retraités locataires.

L'annonce d'une revalorisation des pensions du régime général et alignés de 0,8 % au 1er octobre ne représente, en aucune manière, une quelconque augmentation car elle ne fait que compenser l'inflation des seuls 12 derniers mois. D'autant que pour les retraites complémentaires aucune augmentation n'est prévue.

Vers la disparition des emplois aidés

Dans l'enquête menée au printemps dernier, les retraité-e-s sont quasiment unanimes à considérer que les plans d'aide à l'autonomie sont insuffisants, tant à domicile qu'en établissements.

Le gouvernement, non seulement ne prend aucune mesure pour réduire les « restes à charge » mais il s'attaque aux moyens dont peuvent disposer les établissements, les associations et les collectivités locales en supprimant les emplois aidés.

Il communique sur la disparition du reste à charge des lunettes, prothèses auditives et dentaires… sans insister sur l'augmentation correspondante des complémentaires santé, sans participation des employeurs pour les retraité-e-s.

Prendre au plus grand nombre pour donner aux riches

Le gouvernement prévoit de prendre beaucoup dans la poche des retraité-es : l'APL pour les locataires, la suppression de services publics en privant les collectivités locales des recettes de la taxe d'habitation et en supprimant 120 000 emplois de fonctionnaires…

Et il donne beaucoup aux plus riches : baisse de l'ISF, l'impôt sur la fortune, en ne prenant plus en compte les actions et obligations qui représentent 90 % du patrimoine des plus riches ; baisse de l'impôt sur les sociétés à 28 % ; cadeau aux rentiers en plafonnant l'imposition des revenus du capital à 30 %.

Non à la hausse de la CSG à 8,3% ! Revalorisation de nos pensions !

Tous ensemble le 28 septembre faisons-nous entendre !

Rassemblements

Nantes 14h30
devant la Préfecture

Saint Nazaire 10h
Fontaines République Avenue de la République

Les personnes retraitées n'ont pas besoin d'explications ou de pédagogie : ils ont besoin de justice sociale.

En 12 ans, le recul du pouvoir d'achat des retraité-es est estimé à 20%. Ne les laissons pas faire !

D'autant que ce gouvernement entend en finir avec tous les acquis arrachés par nos anciens :

- **la Sécurité Sociale avec la suppression des cotisations sociales, maladie et chômage**
- **les droits et libertés syndicales avec notamment les Ordonnances contre le Code du travail dont l'objectif est clair : donner tout pouvoir au patronat.**

Lettre ouverte au Président de la République

Monsieur le Président,

Nous vous avons écrit à plusieurs reprises pour obtenir un rendez-vous avec vous. Face à la gravité de la situation, nos organisations syndicales et associatives ne peuvent se satisfaire de la réponse de votre chef de cabinet en date du 25 Juillet précisant :

« Le Président ne peut répondre actuellement favorablement à votre courrier en raison des contraintes deson agenda. Votre courrier a été adressé à Madame Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé ».

Malgré tout le respect que nous avons pour Madame Buzyn (que nous ne manquerons pas de contacter pour les sujets de sa compétence), c'est vous, Monsieur le Président de la République que les représentants des 16 millions de retraités veulent rencontrer.

Compte tenu des propos que vous tenez assez régulièrement à l'égard des retraité-e-s présentées comme des personnes privilégiées, pour les opposer « aux jeunes », nous souhaitons vous parler de la réalité économique et sociale de nombre d'entre eux, vous faire part de leurs revendications et, plus largement, débattre avec vous de la reconnaissance de leur place dans la société

Nous vous rappelons que 16 millions de retraité-e-s estiment, non seulement avoir largement contribué au développement et à la richesse de ce pays, mais pensent occuper, aujourd'hui encore, une place dans la société que personne ne peut contester. Aussi, vos annonces les concernant sont ressenties comme une véritable injustice.

Non seulement nos pensions sont bloquées depuis maintenant plus de 4 ans, mais s'ajoute à cela l'annonce de l'augmentation de 1,7 point de la Contribution sociale généralisée (CSG) pour les pensions égales ou supérieures à 1 200 € pour un célibataire, bien moins pour un couple, ce qui ne peut avoir pour effet que de détruire un peu plus la protection sociale.Dès le 1er janvier cette mesure aboutira à une perte annuelle de plusieurs centaines d'euros pour plus de 60 % de retraité-e-s.

Vous justifiez cette mesure en arguant du fait que « les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraité-e-s que les jeunes » et vous demandez aux retraité-e-s soi-disant « plus aisé-e-s » de faire un effort.

Les « efforts », comme vous dites, les retraité-e-s les ont déjà faits :
Il y a eu les 0,3% de la CASA, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les personnes vivant seule ayant élevé au moins un enfant, la fiscalisation des majorations familiales, et, cerise sur le gâteau, la baisse annoncée de 5 € des APL… pendant que les personnes vraiment riches vont bénéficier de la baisse de l'ISF, de l'impôt sur les sociétés à 28 %, de l'impôt sur les revenus du capital.

Les 16 millions de retraité-e-s de ce pays en ont assez …
- Ils refusent la hausse de la CSG.
- Ils exigent que leurs pensions soient revalorisées en prenant en compte l'évolution des salaires.

Pour répondre à toutes ces inquiétudes, les représentants des retraité-e-s vous demandent, Monsieur le Président de La République, de leur accorder une audience le 28 Septembre 2017.

Paris le 13 Septembre 2017

UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR CFE-CGC, FSU, UNIRS Solidaires, FGR-FP, Ensemble&Solidaires-UNRPA, LSR